TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

ACTION EN RESPONSABILITE

AFFAIRE :

MASSAOUDOU IDRISSE SEYDOU

(Me MOUSTAPHA HABIBOU NEBIE)

C/

NIGER AIR CARGO

(Me MAINASSARA OUMAROU)

et

SUMMA AIRPORTS NIGER

(SCPA KADRI LEGAL)

&

NIGER SUMMA HANDLING

DECISION:

Rejette les exceptions de nullité et la fin de non-recevoir comme étant non fondées ;

Reçoit Monsieur Mahamadou Mamoudou Seydou, représenté par Massaoudou Idrissa en son action ;

Met hors de cause les sociétés SUMMA AIRPORTS NIGER et NIGER SUMMA HANDLING ;

Déclare NIGER AIR CARGO responsable de la perte du colis du demandeur susnommé ;

La condamne à payer à celui-ci les sommes de :

1. 563.595 F CFA en réparation de son préjudice suite à la perte de son colis ;
2. 1.000.000 F CFA au titre des frais irrépétibles ;

Le déboute du surplus de ses demandes de dommages et intérêts ;

Dit qu'il n'y a pas lieu d'assortir la décision de l'astreinte ;

Dit que l'exécution provisoire est de droit ;

Condamne NIGER AIR CARGO aux dépens.

Le tribunal de commerce de Niamey, statuant en matière commerciale en son audience publique du vingt-trois novembre deux mille vingt-deux, tenue au palais dudit tribunal par Monsieur **MAMAN MAMOUDOU KOLO BOUKAR**, Président, en présence de Messieurs **IBBA AHMED** et de **SAHABI YAGI**, tous deux Juges consulaires avec voix délibératives, avec l'assistance de Maître **ABDOU DJIKA NAFISSATOU**, greffière, a rendu le jugement dont la teneur suit :

ENTRE :

MONSIEUR MASSAOUDOU IDRISSE DAOUDA, né le 17/04/1994 à Niamey, commerçant de nationalité nigérienne, demeurant à Niamey, agissant au nom et pour le compte de M. Mahamadou MAMOUDOU SEYDOU, né le 18/02/1985 à Niamey, commerçant de nationalité nigérienne, demeurant à Niamey, assisté par Maître Moustapha Hamidou, Avocat à la Cour ;

Demandeur,
D'une part,

ET

NIGER AIR CARGO, société anonyme, ayant son siège social à l'Aéroport International DIORI HAMANI de Niamey, représentée par son Directeur Général ès qualité M. BOUSSARD Alain, assisté Maître MAINASSARA Oumarou, Avocat à la Cour ;

Défenderesse,
D'autre part.

&

SOCIETE SUMMA AIRPORTS NIGER, société à responsabilité limitée unipersonnelle, dont le siège social est à l'Aéroport International Diori Hamani de Niamey, prise en sa personne de son Directeur Général, assisté du cabinet d'avocats KADRI LEGAL ;

SOCIETE NIGER SUMMA HANDLING, société anonyme dont le siège social est à l'Aéroport International Diori Hamani de Niamey, prise en sa personne de son Directeur Général ;

Défenderesses,
Encore d'autre part.

FAITS ET PROCEDURE :

Monsieur Massaoudou Idrissa Daouda a commandé des matériels informatiques depuis Dubaï auprès de Monsieur Mahamadou Mamoudou Seydou. Celui-ci a affrété NIGER AIR CARGO pour l'expédition à Niamey desdits matériels composés de 41 colis suivant, objet de la Lettre de Transport Aérien (LTA) n°574-32697700.

Une fois à Niamey, sur les 41 colis, 40 ont été réceptionnés par le destinataire. Pour le seul colis restant, ce dernier s'est adressé à NIGER AIR CARGO pour obtenir un règlement amiable afin qu'il lui soit remboursé sa valeur, les frais d'expédition et les pénalités de retard dus au Bureau GIZ Niger pour lequel la commande a été effectuée.

En réponse, NIGER AIR CARGO, qui estime ne pas être responsable de la perte du colis, n'a pas donné suite à la réclamation.

Par acte du 17 septembre 2020, Massaoudou Idrissa Daouda, agissant pour le compte de Mahamadou Mamoudou Seydou, a fait assigner Niger AIR CARGO devant ce tribunal à l'effet de constater l'inexécution par celle-ci de son engagement contractuel de transport et par conséquent se voir condamner à lui payer la somme totale de 27.861.000 F CFA pour ses différents préjudices mais également la somme de 3.000.000 F CFA à titre de frais irrépétibles, assortir la condamnation d'une astreinte de 1.000.000 F CFA par jour de retard, ordonner l'exécution provisoire et mettre les dépens à la charge de la requise.

NIGER AIR CARO a appelé en cause à la procédure, par actes du 25 septembre et 2 octobre 2020, respectivement les sociétés NIGER SUMMA HANDLING et SUMMA AIRPORTS NIGER pour s'entendre dire qu'elles sont responsables de la perte du colis litigieux et s'entendre par conséquent condamner à payer les sommes dues à Mahamadou Mamoudou Seydou.

Les procédures ont été jointes et renvoyées à la mise en état, après échec de la conciliation au cours de l'audience prévue à cet effet le 13 octobre 2020.

Par ordonnance du 8 décembre 2020, l'instruction de l'affaire a été clôturée par son renvoi en jugement à l'audience du 16 décembre 2020.

Le tribunal a vidé sa saisine par jugement du 3 février 2021 ; après avoir reçu l'action du demandeur et mis hors de cause les sociétés SUMMA HANDLING et AIRPORTS NIGER, il a condamné NIGER AIR CARGO à lui payer 27.861.000 francs pour la perte du colis et les dommages subséquents et 1.000.000 F CFA à titre de frais irrépétibles.

Sur pourvoi de NIGER AIR CARGO, la Cour, par arrêt du 25 avril 2022, cassait et annulait ledit jugement pour renvoyer la cause et les parties devant ce tribunal, mais autrement composé.

Revenu devant ledit tribunal, le dossier a été enrôlé pour l'audience contentieuse du 7 septembre 2022, puis renvoyé à la mise en état.

Par ordonnance du 17 octobre, l'instruction de l'affaire a été clôturée par son renvoi à l'audience contentieuse du 26.

A cette date, la cause a été débattue et mise en délibération au 15 novembre, prorogée au 23.

PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES :

Au soutien de ses demandes, M. Massaoudou Idrissa Seydou explique les 41 colis sont des commandes faites pour le compte du bureau GIZ Niger ; ainsi la perte d'un des colis lui ayant causé des préjudices auprès de son partenaire, NIGER AIR CARGO en est responsable pour n'avoir pas respecté son engagement contractuel de transport.

Il invoque à ce titre les dispositions de l'article 1134 du Code civil mais également celles de l'article 18 de la Convention de Varsovie du 12 octobre 1929, modifiée en 1955.

Niger Air Cargo sollicite de débouter Massaoudou Idrissa Seydou en ses demandes.

Elle soulève *in limine litis* l'irrecevabilité de l'action en raison d'une part, que l'assignation qui lui a été adressée n'indique pas l'organe qualifié pour la représenter en tant que personne morale et ce, sur le fondement des dispositions des articles 79 et 435 du Code de procédure civile.

D'autre part, elle relève la violation des dispositions des articles 12 et 13 dudit Code en ce qu'elle n'a pas la qualité de transporteur ; en l'espèce c'est une action en responsabilité du transporteur qui est intentée par le demandeur sur le fondement de l'article 18 de la Convention de Varsovie alors même que les colis ont été transportés par ALLIED AIR CARGO.

Relativement au fond, elle sollicite sa mise hors de cause pour la même de son défaut de qualité de transporteur en application de la Convention précitée ; en effet, il fallait au demandeur de faire la preuve de cette qualité mais aussi que la perte de son colis est intervenue durant le transport par Air.

Elle estime qu'en l'espèce, cette preuve n'a pu être rapportée par le demandeur ; ce qui démontre dès lors qu'elle n'est pas transporteur mais également que le colis a été perdu après la réception des marchandises par SUMMA HANDLING, à travers son agent d'assistance en escale.

Elle indique en outre que le demandeur n'a fait état d'aucune « déclaration spéciale d'intérêt ou de valeur pour le transport », une exigence qui ressort des dispositions de l'article 11.7 des Conditions générales de transport des marchandises par aéronef, en vertu des conventions applicables au transport aérien ; or les réclamations du demandeur ne se fondent pas sur ces règles.

Elle formule enfin une demande reconventionnelle pour voir condamner ce dernier à lui payer la somme de 20.000.000 F CFA en raison de la procédure qu'elle estime abusive.

Pour sa part, la société SUMMA AIRPORTS NIGER sollicite également sa mise hors de cause.

Elle soutient qu'en raison de la relativité de l'effet des contrats entre les parties, elle a la qualité de tiers dans l'exécution du contrat de transport de marchandises conclu entre le demandeur et NIGER AIR CARGO, matérialisé par la LTA n°574-32697700 ; en outre, la preuve que le transport des marchandises a été confiée à cette société est fournie par le manifeste du vol ACP 2615, parti de Liège le 15 juin 2020 et arrivé le même jour à Niamey, porte son numéro de code.

Elle explique que le rôle dudit manifeste est de fournir, compte tenu de certaines exigences commerciales et réglementaires, des renseignements précis sur le chargement ou les passagers, et pour engager la responsabilité du chargeur, laquelle est transférée au transporteur ; il est ainsi de la situation des parties en l'espèce et c'est pour cette raison que sa responsabilité ne saurait en aucun cas être retenue.

En réponse, le demandeur relève d'abord, que la nullité de l'assignation invoquée n'est pas fondée en ce que les mentions exigées par les articles 79 et 435 du Code de procédure civile sous peine de nullité concernent la personne morale qui est dans la position procédurale de requérante et non de requise.

Il soutient ensuite que lesdites mentions ne sont ni substantielles ni d'ordre public et aucun grief n'a été démontré par NIGER AIR CARGO et SUMMA AIRPORTS NIGER.

Relativement au fond, il précise que même si NIGER AIR CARGO n'a pas la qualité de transporteur aérien, il existe un contrat qui la lie à Mahamadou Mamoudou Seydou sur le manifeste de vol, en plus de la facture qu'elle a émise au nom de celui-ci.

Il demande par ailleurs de retenir la responsabilité extracontractuelle de SUMMA AIRPORTS NIGER pour avoir reçu paiement par NIGER AIR CARGO le prix du stockage des marchandises sans disposer d'un emplacement au sein de l'aéroport ; pour cette raison celle-ci les a emmagasinées dans les entrepôts, SUMMA demeure seul responsable de ces lieux et par conséquent elle en est responsable en cas de perte ou de dommage.

Il précise qu'il a été démontré sur le manifeste de vol que les 41 colis sont arrivés à bon port, bien que l'agent de SUMMA AIRPORT ait reconnu que c'est seulement 40 qui ont été livrés et le seul restant était en cours de recherches.

En réplique, NIGER AIR CARGO réitère l'essentiel de ses précédents arguments. Elle précise toutefois que la facture que le demandeur tente de faire passer pour le contrat de transport aérien ne fait pas d'aucun paiement au titre de fret aérien, elle ne fait pas plus du paiement de quelque somme d'argent que ce soit pour l'assistance en escale ou la livraison de ses marchandises ; la somme de 117.100 francs CFA qu'il a payée constitue la

contrepartie de la remise documentaire et des frais de diverses formalités aéroportuaires.

Elle renchérit que l'agent de SUMMA du nom de Aboubacar Sidik qui a fait le rapport de vol ACP 2615 le 15 juin 2020 et utilisé son imprimé a reconnu qu'il n'a pas agi en son nom et pour son compte ; des échanges intervenus, il est aisé de constater que les sieurs Djibo Ide Abdoulaye, Antonio Marques et Mai Sanda Boukar, tous agents de la société SUMMA AIRPORTS, ont reconnu que ce sont eux qui avaient livré à Mamoudou Seydou Mahamadou 40 colis et qu'ils étaient à la recherche du 41^{ème} colis « en souffrance » ; ainsi c'est bien que cette société qui a réceptionné les colis en cause tels que déchargés de l'avion.

MOTIFS DE LA DECISION :

EN LA FORME :

Sur la fin de non-recevoir :

NIGER AIR CARGO affirme qu'elle n'a pas la qualité de transporteur, dès lors, en l'attrayant en tant que telle, l'action du demandeur doit être déclarée irrecevable sur le fondement des articles 12 et 13 du Code de procédure civile ;

Aux termes de l'article 12 dudit Code, « l'action est ouverte à tous ceux qui ont un intérêt légitime au succès ou au rejet d'une prétention, sous réserve des cas où la loi attribue le droit d'agir aux seules personnes qu'elle qualifie pour élever ou combattre une personne, ou pour un intérêt déterminé » ;

Par suite, l'article 13 précise qu' : « est irrecevable toute prétention émise par ou contre une personne dépourvue du droit d'agir » ;

Il en résulte qu'en dehors des actions dites attitrées qui constituent une exception, toute personne qui dispose d'un intérêt légitime de porter une prétention a qualité d'ester en justice ;

Il s'ensuit que le demandeur, qui a perdu en l'espèce son colis à la suite d'un transport aérien est fondé à attirer en réparation la société NIGER AIR CARGO qu'elle estime en vertu du contrat qui les lie responsable du préjudice, et cela peu importe la qualification qu'il donne aux faits qui somme toute ne lient pas la juridiction ; dès lors, la fin de non-recevoir n'est pas fondée.

Sur les exceptions de nullité :

Selon Niger Air Cargo, l'assignation n'indique pas l'organe qui est habilité à la représenter en tant que personne morale ; de son côté, SUMMA AIRPORT NIGER, relève que la même assignation n'indique pas les pièces sur lesquelles est fondée la demande ;

Il ressort en effet des articles 79 et 435 du Code de procédure civile, d'une part, que les actes d'huissier doivent indiquer, sous peine de nullité, des mentions dont la forme, la dénomination, le siège social, l'adresse complète et l'organe qui représente le requérant personne morale, et d'autre part,

l'assignation doit également contenir sous la même sanction des mentions en l'occurrence l'indication des pièces sur lesquelles la demande est fondée ;

Il convient de relever qu'en l'espèce, s'il est vrai que l'assignation délaissée par le demandeur n'indique les pièces sur lesquelles se fonde sa demande, au contraire, la mention relative à l'organe qualifié pour représenter une personne morale s'adresse au requérant ; elle ne s'applique donc pas à la position de défenderesse de NIGER AIR CARGO ;

En tout état de cause, la nullité des actes de procédure pour vice de forme ne peut être prononcée, en vertu des articles 93 et 134 du Code précité, que s'il a été porté atteinte aux intérêts de la défense ou si elle nuit aux intérêts de celui qui l'invoque, et qu'il appartient à ce dernier d'en rapporter la preuve ;

Il s'ensuit qu'une telle preuve n'ayant pas rapportée par SUMMA AIRPORTS NIGER, qui s'est défendue en dépit du défaut d'indication des pièces allégué, la nullité invoquée ne peut être prononcée ; il échet de rejeter l'exception ainsi soulevée.

Au regard de tout ce qui précède, il convient de déclarer recevable l'action du demandeur.

AU FOND :

Sur la mise hors de cause des sociétés SUMMA :

La société SUMMA AIRPORTS NIGER demande sa mise hors de cause au motif qu'elle est étrangère au rapport contractuel liant le demandeur à NIGER AIR CARGO ;

Il convient en effet de relever que conformément à l'article 1165 du Code civil, les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes, elles ne nuisent point au tiers et ne lui profitent que dans les conditions prévues à l'article 1121 ;

Il s'ensuit au regard des pièces de la procédure que la société SUMMA AIRPORT, tout comme d'ailleurs la société SUMMA HANDLING, ne sont parties au contrat de transport de marchandises, elles ne seront pas par conséquent tenues contractuellement envers le demandeur ;

En outre, le fait pour l'agent de SUMMA AIRPORTS d'avoir déchargé les colis et concouru avec d'autres à la recherche du seul colis manquant n'établit pas non plus à l'égard de celle-ci les conditions de sa responsabilité délictuelle ;

Il y a lieu au regard de ce qui précède, mettre hors de cause les sociétés SUMMA AIRPORTS NIGER et SUMMA HANDLING NIGER.

Sur la responsabilité contractuelle de NIGER AIR CARGO :

Il ressort des pièces du dossier notamment de la LTA n°574-32697700 et du manifeste du vol ACP 2615 que 41 colis appartenant au demandeur ont été transportés depuis Dubaï jusqu' à Niamey après une escale à Liège en

Belgique ; pour cette opération, celui-ci a contracté avec NIGER AIR CARGO, qui avait à son tour confié la mission à ALLIED AIR ;

Il apparaît dès lors que l'objet du contrat étant le transport aérien des marchandises, NIGER AIR CARGO ne peut se dégager de la responsabilité suite à la perte d'un colis sur les 41 expédiés sous le prétexte qu'elle n'a pas la qualité de transporteur ;

Aux termes de l'article 18 de la Convention de Montréal sur le transport des marchandises, le transporteur est responsable de la perte de marchandise survenue pendant le transport aérien ; « toutefois, lorsqu'un tel transport est effectué dans l'exécution du contrat de transport aérien en vue du chargement, de la livraison ou du transbordement, tout dommage est présumé, sauf preuve du contraire, résulter d'un fait survenu pendant le transport aérien » ;

Il s'ensuit que la perte du colis du demandeur est un manquement par NIGER AIR CARGO de son engagement contractuel, elle ne peut également opposer le contrat passé avec ALLIED AIR au demandeur ; dès lors, en n'établissant pas des causes justificatives pour s'exonérer de ce dommage, cette société sera tenue pour responsable de la perte du colis.

Sur la réparation des préjudices subis par le demandeur :

En vertu de l'article 11.7 des conditions générales de transport de marchandises par aéronef, la réparation du dommage subi par la victime ne saurait excéder 19 droits de tirages spéciaux par kilogrammes du poids du colis égaré, à moins qu'elle ait fait une déclaration spéciale ou de valeur pour le transport et payé un supplément, auquel cas, elle aura droit à la réparation de tout son dommage ;

En l'espèce, le demandeur réclame la somme de 27. 861.000 F CFA représentant la valeur du colis disparu, les frais d'expédition ainsi que les pénalités de retard contractuelles ;

Il convient de relever cependant que celui-ci n'a pas souscrit à la déclaration spéciale ou de valeur pour prétendre obtenir dédommagement de tous ces préjudices ; il convient dès lors de procéder à la réparation de son dommage en application du texte susvisé ;

Ainsi, il ressort des pièces du dossier que les 41 colis objet du contrat ont un poids total de 1460 kilogrammes, par conséquent, en divisant ce poids par le nombre de colis le poids unitaire est de 35, 60 kg ; par conséquent, 19 DTS équivalent à 15.827 F CFA, pour 35, 60 kg le montant de la réparation sera de 563.595 F CFA ;

Il y a lieu de condamner NIGER AIR CARGO à payer au demandeur ce montant.

Par ailleurs, celui-ci sollicite également la condamnation de cette société à lui payer 3.000.000 F CFA à titre de frais irrépétibles ;

Aux termes de l'article 392 du Code de procédure civile, « *dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut la*

partie perdante à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens.

Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation » ;

Il s'ensuit que bien que fondée dans son principe, cette demande est élevée quant à son quantum, il convient de la ramener au montant raisonnable de 1.000.000 F CFA et condamner NIGER AIR CARGO au paiement.

Sur l'astreinte :

Le demandeur sollicite en outre d'assortir l'exécution de la condamnation à restituer d'une astreinte de 100.000 FCFA par jour de retard ;

Aux termes de l'article 423 du Code de procédure civile, « *les cours et tribunaux peuvent, même d'office, ordonner une astreinte pour assurer l'exécution de leurs décisions* » ;

Il reste cependant que le demandeur ne justifie pas en quoi le prononcé d'une astreinte est nécessaire pour assurer l'exécution de la décision ; il ne ressort pas en effet des circonstances de la cause des éléments laissant croire que la défenderesse va résister à la restitution du montant de la garantie ;

Il convient pour toutes ces raisons dire qu'il n'y pas lieu d'assortir la décision de l'astreinte.

Sur l'exécution provisoire :

Le demandeur sollicite également d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire ;

Aux termes de l'article 51 de la loi 2019 sur les tribunaux de commerce, l'exécution provisoire du jugement est de droit lorsque le taux de la condamnation est inférieur à cent millions (100.000.000) de francs CFA ;

En l'espèce, le taux de la condamnation prononcée étant inférieur au montant sus indiqué, il y a lieu de dire que l'exécution provisoire du présent jugement est de droit.

SUR LES DEPENS :

La société Niger Air Cargo a succombé à l'instance ; ainsi, en application de l'article 391 du Code de procédure civile, elle sera condamnée aux dépens.

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale, en premier et dernier ressort :

- Rejette les exceptions de nullité et la fin de non-recevoir comme étant non fondées ;
- Reçoit Monsieur Mahamadou Mamoudou Seydou, représenté par Massaoudou Idrissa en son action ;
- Met hors de cause les sociétés SUMMA AIRPORTS NIGER et NIGER SUMMA HANDLING ;
- Déclare NIGER AIR CARGO responsable de la perte du colis du demandeur susnommé ;
- La condamne à payer à celui-ci les sommes de :
 3. 563.595 F CFA en réparation de son préjudice suite à la perte de son colis ;
 4. 1.000.000 F CFA au titre des frais irrépétibles ;
- Le déboute du surplus de ses demandes de dommages et intérêts ;
- Dit qu'il n'y a pas lieu d'assortir la décision de l'astreinte ;
- Dit que l'exécution provisoire est de droit ;
- Condamne NIGER AIR CARGO aux dépens.

Avis de pourvoi : un (01) mois devant la cour de cassation à compter du jour de la signification de la décision par requête écrite et signée au greffe du tribunal de commerce de céans.

Ainsi fait, jugé et prononcé en audience publique le jour, mois et an que dessus.

Le Président
greffière

La

Suivent les signatures :

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

NIAMEY, LE 05 DECEMBRE 2022

LE GREFFIER EN CHEF